

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 FÉVRIER 1908.

Proposition de loi relative au mariage des officiers.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Dans les sociétés modernes, tout citoyen, lorsqu'il atteint un certain âge, est libre de se marier à sa guise. Seuls, les officiers font exception à cette règle. En certains pays, tout au moins, ils ne peuvent se marier sans l'autorisation, soit de leurs chefs, soit du gouvernement. En Belgique, par exemple, les officiers ne peuvent se marier qu'avec l'autorisation du roi. L'octroi de cette autorisation pour les officiers jusqu'au grade de capitaine inclusivement, est subordonné aux conditions suivantes : 1° les futurs conjoints doivent justifier qu'il possèdent un revenu annuel de 1600 francs, non compris le traitement de l'officier ; 2° la demande de l'officier doit être accompagnée d'une déclaration de l'administration communale du lieu de domicile de la future, constatant que cette personne, ainsi que ses parents, jouissent de l'estime et de la considération publique, tant sous le rapport de la moralité que sous celui de l'état qu'ils exercent ou du rang qu'ils occupent dans la société.

Bref, pour que l'officier puisse se marier, il faut que sa future ait une dot, qu'elle soit d'une conduite irréprochable, qu'elle occupe un certain rang social. Et encore n'est-ce pas tout : alors même que toutes ces conditions sont remplies, les autorités militaires conservent un pouvoir d'appréciation qui est absolument discrétionnaire.

Il est vrai que, depuis quelques temps surtout, l'on s'efforce d'adoucir la rigueur de ces règlements. A maintes reprises, le ministre de la guerre a déclaré que la plupart des demandes étaient accueillies, qu'il se montrait fort « coulant » quant à la dot et que, pour le rang social, il se gardait bien d'avoir des exigences excessives.

Mais il n'en reste pas moins vrai que, dans nombre de cas, des officiers, ne se trouvant pas dans les conditions réglementaires, s'abstiennent d'introduire une demande qu'ils savent ne pas devoir être accueillie, et que, de plus en plus, dans les milieux militaires, des plaintes très vives se font entendre contre une législation qui apparaît aux intéressés comme une nuisance et un anachronisme.

La présente proposition de loi a pour objet d'abroger cette législation et d'assurer aux officiers, en matière de mariage, le bénéfice du droit commun.

Pour justifier cette proposition, nous montrerons que les motifs qui ont fait introduire le régime de l'autorisation préalable ont perdu toute raison d'être et que, dans les pays qui nous entourent, les règlements relatifs au mariage des officiers ont, dès à présent, subi des modifications profondes dans le sens de la liberté.

§ 1. HISTORIQUE ET LégISLATION COMPARÉE.

La législation sur le mariage des officiers nous vient de l'ancien droit français. L'intervention des autorités, en cette matière, a d'abord eu pour but d'empêcher les mariages clandestins. Puis sont venues des préoccupations relatives à la moralité et au rang social. Sous Napoléon, on a eu surtout en vue de rendre le mariage des officiers plus difficile, parce qu'on attribuait aux célibataires des sentiments plus belliqueux. Ce n'est qu'en dernier lieu que, pour se dispenser de payer des traitements convenables, les gouvernements bourgeois ont introduit le système de la dot réglementaire.

Sous l'ancien régime, et jusqu'au XVII^e siècle, les mariages clandestins étaient extrêmement fréquents. Pour les empêcher, les ordonnances royales comminaient des peines sévères. Quiconque avait un domicile fixe ne pouvait se marier que devant le curé de sa paroisse. Mais les officiers et les soldats n'avaient pas de domicile fixe. Ils se mariaient devant l'aumônier du régiment, et celui-ci, préoccupé d'empêcher les unions libres ne se montrait généralement pas difficile quant aux conditions exigées par l'Eglise et, surtout, par les ordonnances du royaume. Ainsi, un *Arrêt du Conseil d'État*, du 13 décembre 1681 (Annexe I), fit-il défense à tous curés et prêtres demeurant es terres de l'obéissance du roi « de célébrer aucun mariage, soit entre des officiers et soldats de ses troupes ou autres, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, avec des filles ou femmes domiciliées, si ce n'est en observant ce qui est prescrit par l'Eglise et les ordonnances du royaume ».

Quelques années après, un *Règlement* donné par Louis XIV, le 7 février 1685, décréta que « tous officiers d'infanterie, cavalerie ou dragons en garnison dans les places, qui se marieront dans celle où ils sont en garnison, ou à dix lieues es environs, sans le consentement de l'inspecteur général dans le département duquel ils sont, seront cassés » (Annexe II).

On voit que ce règlement ne s'applique pas à tous les officiers qui veulent se marier, mais à ceux seulement qui veulent se marier hors de leur domicile, dans la place où ils sont en garnison. Ici encore la préoccupation d'empêcher les mariages clandestins paraît évidente.

Mais, avec l'*Ordonnance du 13 septembre 1713* (annexe III), concernant les officiers de marine, nous entrons dans un autre ordre d'idées. Le roi interdit à ses officiers de se marier sans sa permission, sous peine de cassation, parce que Sa Majesté a été informée qu'ils font « des mariages peu sortables à leur naissance avec des filles de basse condition qui n'ont aucun bien ».

Cette ordonnance donc, et d'autres analogues relatives aux armées de terre, ont pour but d'empêcher que les officiers ne se marient avec des filles d'un autre rang social que le leur. Elles restèrent en vigueur jusqu'à la fin de l'ancien régime. A la veille de la révolution, elles furent renouvelées par le *Règlement du 1^{er} juillet 1788*, défendant aux militaires de se marier sans la permission du Roi.

Après 1789, les ordonnances relatives au mariage des officiers tombèrent en désuétude. Elles furent expressément abrogées par la *loi du 8 mars 1793*. Mais, sous l'Empire, elles furent remises en vigueur, avec quelques modifications, par le *décret du 16 juin 1808*, ainsi conçu :

« Les officiers de tout grade, en activité de service, ne pourront à l'avenir se marier qu'après en avoir obtenu la permission par écrit du ministre de la guerre. Ceux d'entre eux qui auront contracté mariage sans cette permission encourront la destitution et la perte de leurs droits, tant pour eux que pour leurs veuves et leurs enfants, à toute pension ou récompense militaire. »

Ce décret de 1808 est encore en vigueur en France, ainsi qu'en Hollande et en Belgique. Il sert de base aux arrêtés qui ont, dans la suite, réglementé cette matière. Mais, tandis que Napoléon, qui n'aimait pas les officiers mariés, paraît avoir obéi surtout à des préoccupations d'ordre militaire, les gouvernements qui lui ont succédé, tant en France, qu'en Hollande et en Belgique, subordonnèrent l'autorisation du mariage à l'existence d'une dot, pour n'avoir pas à payer de trop gros traitements.

EN FRANCE, un arrêté ministériel du 17 décembre 1843 stipula que les officiers de toutes armes ne pourraient obtenir la permission de se marier, si la personne recherchée en mariage n'apportait pas en dot un revenu non viager de 1,200 francs.

Mais une circulaire, en date du 1^{er} octobre 1900, a abrogé cette prescription. Cependant, l'autorisation ministérielle préalable, prévue par le décret impérial du 16 juin 1808, est toujours exigée. (Annexe IV.)

EN HOLLANDE, deux arrêtés, du 16 février et du 24 août 1814, maintinrent également l'autorisation préalable et exigèrent, en outre, « qu'à l'égard des capitaines et officiers subalternes, il soit positivement constaté, ou qu'on puisse compter que les moyens de l'un des deux, ou des deux futurs époux ensemble pourront présenter un revenu annuel de six cents florins non compris le traitement de l'officier. » Cette dot réglementaire fut réduite à quatre cents florins, par l'arrêté royal du 3 mars 1853. Enfin, cet arrêté fut retiré et l'arrêté du 14 février 1872 supprima l'obligation de justifier d'une dot. (Annexe V.)

Mais, l'arrêté de 1872 porte que la future épouse devra prendre l'engagement de ne pas suivre son mari aux armées et que, de plus, elle devra être de conduite irréprochable.

EN BELGIQUE, un arrêté royal du 27 mars 1857, qui est encore en vigueur, décida que les « officiers du grade de capitaine et au-dessous ne pourront obtenir l'autorisation de se marier que pour autant que les futurs conjoints possèdent un revenu annuel de seize cents francs, non compris le traitement de l'officier. »

Des trois pays qui sont encore régis par le décret de 1808, la Belgique est le seul où la dot réglementaire n'ait pas été supprimée.

§ 2. NÉCESSITÉ D'UNE RÉFORME

La défense faite aux officiers de se marier sans l'autorisation de leurs supérieurs a des conséquences qui ne sont que trop faciles à deviner.

On a dit récemment qu'un officier, désespérant d'obtenir l'autorisation requise et se heurtant au refus de sa fiancée de quitter le pays, s'était suicidé.

De tels faits, naturellement, ne peuvent être qu'exceptionnels. Ce qui est extrêmement fréquent, au contraire, c'est que, faute de pouvoir se marier librement, les officiers contractent des unions hors mariage, ou, se résignant au célibat, n'ont que des relations passagères avec les premières venues.

C'est dans l'espoir de mettre fin à cet état de choses, dont il est inutile de souligner les conséquences fâcheuses, qu'en France comme en Hollande, le gouvernement a supprimé l'obligation de la dot.

Il suffirait d'un simple arrêté royal pour faire la même chose en Belgique; mais nous allons plus loin, et c'est le régime même de l'autorisation préalable que nous proposons d'abolir.

Pour justifier cette proposition, qui assimile les officiers aux autres citoyens, quant aux conditions du mariage, il nous suffira de remonter les principaux arguments que l'on fait valoir en faveur du système de l'autorisation.

Dans le débat qui eut lieu sur ce sujet, à la Chambre belge, le 19 décembre 1907, M. Hellebaut, ministre de la guerre, s'exprimait comme suit :

« Si l'on recherche l'esprit des instructions en vigueur, l'on constate qu'elles ont uniquement en vue la sauvegarde des intérêts moraux et matériels de l'armée. Elles permettent à l'officier subalterne peu fortuné de se créer une famille, sans l'exposer à être dans une situation, sinon voisine de la misère, tout au moins fort difficile.

» L'on a dit souvent que, au point de vue de la faculté de contracter mariage les officiers ne devraient pas être soumis à certaines règles, et l'on établit un parallèle entre leur situation et celles des fonctionnaires civils. Mais, MM. la différence est essentielle; l'officier ne peut pas vivre à sa guise; il est forcé de tenir un certain rang. Son genre de vie est lié au mode d'existence de ses camarades. Les fonctionnaires doivent, certes, vivre honorablement, mais il leur est loisible de le faire comme ils l'entendent, sans solidarité obligatoire avec leurs collègues. L'officier est astreint à certaines dépenses et par les exigences de ses fonctions même, lors de son envoi en mission, au camp ou aux manœuvres; obligé ainsi d'abandonner son intérieur, il a, en quelque sorte, maintes fois double charge de ménage. Il doit donc avoir forcément des revenus supérieurs à ceux des familles de fonctionnaires ».

En somme, le principal motif, et pour ainsi dire le seul motif que l'on

invoque pour justifier les règlements actuels, c'est que les officiers, étant fort mal payés, seraient dans un état fort voisin de la misère, s'ils ne restaient pas célibataires, ou s'ils n'épousaient pas des femmes ayant quelque fortune.

Que les officiers, et spécialement les officiers subalternes, soient mal payés, nous ne le contestons point.

Voici quelques chiffres, d'après la *Belgique militaire* :

Capitaine commandants :

Montés	5,200 francs.
A pied.	, 4,600 —

Capitaines en second :

Montés	4,300 —
A pied.	3,700 —

Lieutenants :

Montés	3,300 —
A pied.	2,900 —

Sous-lieutenants :

Montés	2,700 —
A pied.	2,300 —

Il est certain qu'avec de pareils traitements, les sous-lieutenants, les lieutenants, voire les capitaines, ne sont pas en situation de mener grand train.

Mais, si leur rémunération est insuffisante, c'est, peut-être, un motif pour que ceux qui votent le budget de la guerre, adoptent un barème plus élevé ; ce n'est pas un motif pour empêcher les officiers de se marier comme ils l'entendent et pour les contraindre à se faire chasseurs de dot.

Au surplus, si les officiers ne sont que maigrement payés, ils ne sont pas seuls à l'être.

Combien d'employés ou de petits fonctionnaires, sans parler des pasteurs du culte protestant, qui eux aussi se marient, ne gagnent pas plus que des lieutenants ou des sous-lieutenants ? Combien de magistrats ne sont pas, ou ne sont guère mieux payés que des capitaines ?

Un capitaine-commandant monté, par exemple, gagne 5.200 francs. Un juge au tribunal de 1^{re} instance n'en gagne que 5.000.

Que dirait ce dernier si le gouvernement, prenant texte de sa parcimonie, prétendait l'empêcher de se marier avec qui bon lui semble et le contraindre à n'épouser qu'une femme ou une jeune fille ayant un certain rang social et possédant, au moins, cinquante mille francs de dot ?

Il est vrai que c'est précisément cette assimilation des officiers aux fonctionnaires civils que les autorités militaires ne peuvent admettre.

Les officiers, dit-on, ne peuvent pas vivre à leur guise. Ils sont forcés de tenir un certain rang. De plus, ils sont astreints à faire des dépenses, de par les exigences de leurs fonctions mêmes, lors de leur envoi en mission, au camp, aux manœuvres. Obligés ainsi d'abandonner leur intérieur, ils ont, en quelque sorte, maintes fois, double charge de ménage.

Tout cela est parfaitement exact; mais on peut en dire autant d'autres personnes qui doivent conserver un certain rang, et sont astreintes, elles aussi, à de doubles charges : les députés, par exemple, qui doivent vivre une partie de leur temps à Bruxelles, tandis que leur ménage est en province. Or, la Constitution leur accorde moins encore que le Gouvernement ne donne aux officiers, sans que l'on prétende cependant, subordonner, pour eux, le droit de se marier à l'autorisation de qui que ce soit.

Ce n'est pas, au surplus, que nous songions à contester qu'un jeune officier, avec 2,500 ou 3,500 francs de traitement, et avec les charges qui résultent de ses fonctions même, ne soit pas dans une situation précaire et n'y doive pas regarder à deux fois avant de se marier dans ces conditions.

Mais c'est à lui, et à lui seul, que d'après nous, il appartient de se prononcer sur ce point.

Au fond, la question de mariage des officiers, c'est la question de savoir si, dans l'armée comme dans les magistratures civiles, l'homme, pour tout ce qui regarde sa vie privée, doit être libre et responsable de ses actes, — c'est le droit commun — ou s'il doit, au contraire — comme le veut la législation actuelle — s'en remettre à ses supérieurs, accepter leur tutelle, plus ou moins bienveillante, leur reconnaître le droit exorbitant de décider s'il peut, ou ne peut pas, épouser la femme de son choix ?

A cette question, la Révolution avait déjà répondu, dans le sens de la liberté. Napoléon et les gouvernements qui lui ont succédé, ont rétabli l'ancien régime. Nous demandons que l'on revienne au système de la Révolution.

En conséquence, nous proposons d'abroger le décret impérial du 16 juin 1808, sur lequel se fondent les arrêtés royaux relatifs au mariage des officiers.

Dès à présent, la loi du 16 août 1887 autorise les miliciens et les remplaçants qui ont achevé leur quatrième année de service, ou qui sont envoyés en congé illimité, à contracter mariage. L'abrogation du décret de 1808 donnera la même faculté aux officiers et aux sous-officiers. Nous proposons cependant de le remplacer par une disposition empruntée à la législation hollandaise, qui exige que la future prenne l'engagement par écrit de ne pas suivre son époux dans les expéditions ou marches militaires et de ne jamais se montrer dans les campements ou cantonnements ou dans l'armée, quand celle-ci est en campagne.

L'article 7 de l'arrêté du prince souverain du 30 janvier 1815, portant règlement sur la police, la discipline et le service de la maréchaussée, soumet les officiers de gendarmerie aux mêmes règlements que les autres officiers de l'armée. Il stipule, en outre, que « dans le cas où ils veulent con-

tracter mariage, les sous-officiers et maréchaussés ne peuvent se marier sans l'agrément de leur capitaine et commandant du corps. Le nombre des mariés ne pourra excéder deux ou trois par compagnie. »

Tous les motifs que nous avons fait valoir contre le régime des autorisations de mariage des officiers s'appliquent, naturellement, aux officiers de gendarmerie. Quant aux sous-officiers et maréchaussés, nous proposons de supprimer les entraves arbitraires que l'on met à leur droit de se marier à leur guise.

E. VANDERVELDE.



PROPOSITION DE LOI**relative au mariage des officiers.****ARTICLE 1.**

Le décret du 16 juin 1808, concernant le mariage des militaires en activité de service est remplacé par la disposition suivante :

« Les officiers et sous-officiers en activité de service ne peuvent se marier qu'après en avoir informé par écrit le ministre de la guerre et après que la future aura pris l'engagement, par écrit, de ne pas suivre son époux dans les expéditions ou marches militaires, et de ne jamais se montrer dans les campements, ou les cantonnements, ou dans l'armée, quand celle-ci est en campagne ».

ART. 2.

L'article 7 de l'arrêté du prince-souverain du 30 janvier 1815, portant règlement sur la police, la discipline et le service de la maréchaussée, est remplacé par la disposition suivante :

« Les officiers sont soumis aux mêmes règlements que les autres officiers de l'armée. »

WETSVOORSTEL**betreffende het huwelijk der officieren.****ARTIKEL 1.**

Het decreet van 16 Juni 1808 betreffende het huwelijk der militairen in werkelijken dienst wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De officieren en onderofficieren in werkelijken dienst mogen geen huwelijk aangaan dan na daarvan schriftelijk kennis te hebben gegeven aan den Minister van Oorlog en nadat de aanstaande echtgenoot zich schriftelijk heeft verbonden haren echtgenoot niet bij militaire expeditiën of marschen te zullen volgen en nimmer in de kampementen en de cantonnementen of bij het leger, wanneer het te velde is, te zullen verschijnen. »

ART. 2.

Artikel 7 des besluits van den Souvereinen Vorst van 30 Februari 1815, houdende regeling van de politie, van de tucht en van den dienst der Marechaussee, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De officieren zijn onderworpen aan dezelfde verordeningen als de andere officieren van het leger. »

E. VANDERVELDE,
L. JOUREZ,
Albert ASOU,
Ant. DELPORTE,
P. DAENS.
L. BERTRAND.

ANNEXE I.

Arrêt du Conseil d'État sur les formalités à observer dans les mariages,
du 13 décembre 1681.

Extrait des registres du conseil d'état du roi.

Sur l'avis donné au roi, étant en son conseil, que bien que suivant les règles de l'église, les mariages ne puissent être valablement célébrés qu'en présence du propre curé de la paroisse de l'une des parties contractantes, et sans le consentement des pères et mères quand les parties sont au-dessous de l'âge requis par les lois du royaume; néanmoins sur les frontières d'ice-lui, et particulièrement dans les terres de l'obéissance de Sa Majesté qui sont des diocèses étrangers, il se fait plusieurs mariages par les prêtres et curés des dits diocèses entre gens de conditions inégales, même entre des soldats et des filles de famille, non-seulement sans le consentement des pères et mères, mais même sans observer les règles prescrites par l'église; qu'ainsi les conjoints vivant sous la foi d'un sacrement qui n'en a que les apparences, lesdits mariages étant nuls, il s'ensuit plusieurs désordres dans les familles; et Sa Majesté voulant les faire cesser par son autorité, et faire jouir ses peuples d'une tranquillité parfaite, Sa Majesté, en son conseil, a défendu et défend à tous curés et prêtres demeurant ès terres de son obéissance, même à ceux dont les paroisses qu'ils desservent sont situées dans des diocèses étrangers, de célébrer aucun mariage, soit entre des officiers et soldats de ses troupes ou autres, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, avec des filles ou femmes domiciliées, si ce n'est en observant ce qui est prescrit par les règles de l'église et les ordonnances du royaume, à peine d'être punis comme fauteurs et complices du crime de rapt, suivant les ordonnances. Défend Sa Majesté à tous ses sujets d'aller se marier hors les terres de son obéissance, qu'après y avoir demeuré le temps qui est requis pour pouvoir être réputés paroissiens, à peine, contre les contrevenants, d'amende arbitraire.

Fait au conseil d'état du roi, Sa Majesté y étant, tenu à Saint-Germain-en-Laye le 13 décembre 1681.

Signé : LE TELLIER.

ANNEXE II.

Du règlement donné par Louis XIV, le 1^{er} février 1685.

Tous officiers d'infanterie, cavalerie ou dragons, en garnison dans les places, qui se marieront dans celle où ils sont en garnison, où à dix lieues

ès environs, sans le consentement de l'inspecteur général dans le département duquel ils sont, seront cassés.

Défend, Sa Majesté, à tous prêtres et curés de l'étendue du gouvernement de ses places, de marier lesdits officiers sans le consentement dudit inspecteur, signé en bonne forme, à peine aussi d'être punis comme fauteurs et complices du crime de rapt, suivant les ordonnances.

ANNEXE III.

Ordonnance du Roi, du 13 septembre 1713, portant défense à tous recteurs, curés, aumôniers et prêtres, de marier les officiers de marine sans la permission du Roi, à peine d'être punis comme fauteurs et complices du crime de rapt.

Sa Majesté a, par son ordonnance du 13 avril 1689, défendu aux officiers entretenus en la marine, de se marier sans sa permission, à peine de cassation. Mais étant informée que par la facilité que lesdits officiers trouvent auprès des recteurs, curés, aumôniers et prêtres des ports et lieux voisins de leurs départements, ils contreviennent à ladite ordonnance, en faisant des mariages peu sortables à leur naissance avec des filles de basse condition, qui n'ont aucun bien : à quoi Sa Majesté jugeant nécessaire de pourvoir, elle a ordonné et ordonne que ladite ordonnance du 13 avril 1689, sera exécutée selon sa forme et teneur : fait Sa Majesté très-expresses inhibitions et défenses à tous recteurs, curés, aumôniers et prêtres, de marier lesdits officiers de marine sans la permission de Sa Majesté, à peine d'être punis comme fauteurs et complices du crime de rapt, conformément aux ordonnances de Sa Majesté et à l'arrêt du Conseil du 13 décembre 1681.

Mande et ordonne Sa Majesté à M. le comte de Toulouse, amiral de France, aux vices-amiraux, lieutenants-généraux de ses armées navales, intendants, chefs d'escadres, capitaines de vaisseaux, et tous les autres officiers et sujets qu'il appartiendra, de tenir la main, chacun à son égard, à l'exacte observation et exécution de la présente ordonnance, qu'elle veut être lue, publiée et affichée partout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore. Fait à Fontainebleau le 13 septembre 1713. Signé : Louis. Et plus bas, Phelypeaux.

ANNEXE IV

Monsieur Vandervelde, Bruxelles (Belgique).

« MONSIEUR LE DÉPUTÉ,

« Je m'empresse de vous adresser, ci-joint, les renseignements que vous demandez au sujet des autorisations de mariage des officiers.

« Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

« J. PICQUART.

Décret impérial du 16 juin 1808 concernant le mariage des militaires en activité de service. (1)

« ARTICLE 1^{er}.

« Les officiers de tout genre, en activité de service, ne pourront à l'avenir
« se marier qu'après en avoir obtenu la permission par écrit du Ministre de
« la Guerre (2).

« Ceux d'entre eux qui auront contracté mariage sans cette permission
« encourront la destitution et la perte de leurs droits, tant pour eux que
« pour leurs veuves et leurs enfants, à toute pension et récompense mili-
« taire. »

Par la suite, un arrêté ministériel du 17 décembre 1843 était intervenu, stipulant que les officiers de toutes armes ne pourraient obtenir la permission de se marier, si la personne recherchée en mariage n'apportait pas en dot un revenu non viager de 1200 francs.

Mais une circulaire du 1^{er} octobre 1900, a abrogé cette prescription. Cependant, l'autorisation ministérielle préalable prévue par l'article 1^{er} du décret impérial du 16 juin 1808 est toujours *exigée*.

ANNEXE V.

Nous Guillaume III, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange et de Nassau, etc.

Voulant revoir les dispositions relatives aux mariages des officiers de l'armée et les mettre en harmonie avec le règlement concernant les mariages des officiers de l'armée de terre aux Indes néerlandaises et aux Indes Occidentales, établi par notre arrêté du 28 juillet 1871, n° 28 ;

Vu notre arrêté du 2 mars 1853, n° 63 ;

Sur la proposition de notre Ministre de la Marine, Ministre intérimaire de la Guerre, en date du 19 du précédent mois, n° 46, et du 20 du mois suivant, cabinet La. S. ;

Nous avons décidé et décidons :

Notre prédit arrêté du 2 mars 1853, n° 63, ainsi que nos arrêtés du 11 juillet 1856 et du 17 février 1863, n° 7, modifiant et étendant le premier arrêté, sont retirés et remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 1. — Un officier ou un militaire, dont les fonctions, à raison de son service dans l'administration militaire et dans le service médical, donnent rang d'officier, ne peut, pendant le temps de son service actif ou de sa non-activité, contracter mariage sans y être autorisé par Nous ou en notre nom.

(1). Ce décret a encore force de loi. (Avis du Conseil d'État du 29 avril 1836).

(2). Ou, par délégation de ses pouvoirs, des généraux, gouverneurs ou commandants de corps d'armée (Circulaire du 18 juillet 1887).

ART. 2. — Cette autorisation n'est accordée qu'aux conditions suivantes :

a. La future épouse doit prendre l'engagement, par écrit, de ne pas suivre son époux dans les expéditions ou marches militaires et de ne jamais se montrer dans les campements ou cantonnements ou dans l'armée, quand celle-ci est en campagne.

b. Il doit résulter à suffisance des renseignements recueillis confidentiellement par le chef compétent de l'officier que la future épouse est de conduite irréprochable.

c. Immédiatement après la célébration de son mariage, l'officier doit déclarer, par écrit, qu'il veut participer à la Caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée de terre, instituée par arrêté du Roi-Souverain en date du 14 janvier 1815, n° 29, et ce conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 11 novembre 1842, n° 52, à notre arrêté du 11 mars 1851, n° 90, et aux dispositions ultérieurement à cet égard.

Toutefois, la condition définie sub. litt. c n'est point applicable aux officiers en non activité qui, en ce qui concerne leur état de santé, ne peuvent produire le certificat dont il est question dans le n° 4 de notre arrêté du 11 mars 1851, n° 90.

La demande d'autorisation de contracter mariage doit, par l'entremise du chef compétent de l'officier, être adressée à M. le ministre de la guerre. Celui-ci est autorisé à faire droit à la demande, s'il a été satisfait aux conditions stipulées dans l'article 2 et s'il n'existe pas de réclamation contre elle

ART. 4. — Les capitaux, biens-fonds et hypothèques qui, conformément à notre arrêté du 2 mars 1853, auraient été donnés en gage au profit du Département de la Guerre, peuvent, sur requête adressée par les intéressés à notre Ministre de la Guerre, être rendus quittes et libres.

Notre Ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera, pour leur instruction et information, transmises à nos Ministres de la Justice, des Colonies et des Finances.

Lahayé, le 4 février 1872.

(S.) GUILLAUME.

Le Ministre de la Guerre,

(S.) F. A. T. DELPRATS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 FEBRUARI 1908.

Wetsvoorstel betreffende het huwelijk der officieren.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In onze hedendaagsche samenleving staat het iederen burger vrij, wanneer hij tot zekeren leeftijd is gekomen, naar goedvinden in den echt te treden. De officieren alleen maken eene uitzondering op dezen regel. In sommige landen ten minste, kunnen zij niet huwen zonder toestemming van hunne oversten of van de Regeering. In België bij voorbeeld kunnen de officieren maar huwen met koninklijke machtiging. Het toekennen van deze machtiging voor de officieren, tot den graad van kapitein inbegrepen, is ondergeschikt aan de volgende voorwaarden : 1^o De toekomstige echtgenooten moeten bewijzen dat zij in 't bezit zijn van een jaarlijksch inkomen van 1.600 frank, niet inbegrepen het tractement van den officier ; 2^o de aanvraag van den officier moet gepaard gaan met eene verklaring van 't gemeentebestuur der woonplaats van de aanstaande echtgenoote, waarbij wordt bevestigd dat deze en hare ouders de openbare achting genieten, zoo in het opzicht van zedelijkheid als van het beroep dat zij uitoefenen of den rang dien zij in de samenleving bekleeden.

Kortom, opdat de officier een huwelijk kunne aangaan, moet zijne aanstaande een bruidschat bezitten, van onberispelijk levensgedrag zijn, een zekeren rang in de samenleving bekleeden. Dat is nog niet alles : zelfs indien al deze vereischen worden vervuld, behouden de militaire overheden een volstrekt willekeurig recht om uitspraak te doen.

Sedert eenigen tijd tracht men, weliswaar, dat streng reglement te verzachten. De Minister van Oorlog heeft herhaaldelijk verklaard, dat meest alle aanvragen worden ingewilligd, dat hij zich zeer inschikkelijk toonde wat betreft den bruidschat, en voor den maatschappelijken rang niet overdreven veel eischte.

Niettemin blijft het waar, dat, in vele gevallen, officieren die niet beantwoorden aan de reglementsvereischen, geen aanvraag doen, wel wetende dat zij niet toegestaan zal worden en dat er daarenboven in militaire kringen

zeer hevige klachten opgaan tegen eene wet die den belanghebbenden voorkomt als schadelijk en ouderwetsch.

Het onderhavig wetsvoorstel strekt om deze wet in te trekken en het gemeenrecht toe te passen op de officieren, in zake van huwelijk.

Tot staving van dit voorstel, zullen wij bewijzen dat de redenen waarom de voorafgaande machtiging werd opgelegd, thans niet meer gelden en dat in de ons omringende landen de reglementen betreffende het huwelijk der officieren reeds grondig werden gewijzigd in den zin der vrijheid.

§ 1. HISTORISCH OVERZICHT EN VERGELIJKING VAN DE VERSCHILLENDE WETGEVINGEN.

De wetgeving op het huwelijk der officieren heeft haren oorsprong in het oude Fransche recht; het optreden van de overheden op dit gebied strekte vooreerst om geheime huwelijken te verhinderen. Nadien werden redenen van zedelijkheid en maatschappelijken stand ingeroepen. Onder Napoleon, beoogde men vooral het huwelijk der officieren moeilijker te maken, omdat men de vrijgezellen meer strijdlustige gevoelens toeschreef. Eerst later hebben de burgerregeeringen, om geene behoorlijke jaarwedden te moeten betalen, het stelsel van den reglementairen bruidschat ingevoerd.

Onder den ouden regeeringsvorm en tot in de XVII^e eeuw werden er talrijke geheime huwelijken gesloten. Om deze te beletten, legden de koninklijke ordonnantiën strenge straffen op. Al wie eene vaste woonplaats had, mocht maar huwen voor den pastoor zijner parochie. Doch officieren en soldaten hadden geene vaste woonplaats. Zij trouwden voor den almoezenier van 't regiment en deze, bezorgd om onechtelijke gemeenschap te verhinderen, was doorgaans niet nauwziende voor de eischen gesteld door de Kerk en vooral door de Rijksordonnantiën. Zoo wordt bij *Arrest van den Raad van State van 13 December 1681* (Bijlage I) verbod gedaan aan alle pastoors en priesters, « wonende in de gewesten die onder de heerschappij van Z. M. staan, zelfs aan hen die eene parochie bedienen welke in vreemde bisdommen is gelegen, over te gaan tot de voltrekking van eenig huwelijk, hetzij tusschen officieren en soldaten van zijne troepen of andere, van welken rang en van welken stand ook, en dochters of vrouwen hebbende een domicilie, tenzij met inachtneming van hetgeen is voorgescreven door de regelen der Kerk en de Rijksordonnantiën ».

Enkele jaren later besliste een *Reglement*, uitgevaardigd door Lodewijk XIV, in dato van den 7^{en} Februari 1681, dat « alle officieren van het voetvolk, van de ruitery of de dragonders, behoorende tot de garnizoensplaatsen, die, zonder de toestemming van den Inspecteur-Generaal binnen wiens departement ze zich bevinden, een huwelijk aangaan in de plaats waar zij garnizoen houden, of in een omtrek van tien uren in het ronde, worden uit hunnen graad ontzet ». (Bijlage II).

Zooals men ziet, is dit reglement niet van toepassing op al de officieren die verlangen een huwelijk aan te gaan, maar enkel op hen die willen trouwen buiten hun domicilie, in hunne garnizoensplaats. Hier nogmaals is men blijkbaar bezorgd om geheime huwelijken te verhinderen.

Doch, met de *Ordonnantie van 13 September 1713* (Bijlage III) betreffende het huwelijk van officieren der zeemacht, komen wij nog tot een ander begrip. De koning verbiedt dezen officieren te huwen zonder zijne toelating, op straf van ontzetting uit hunnen rang, omdat het Zijne Majesteit ter wete is gekomen dat zij «... huwelijken aangaan, weinig voegzaam voor hunnen stand, met meisjes van lage afkomst die volstrekt geen goed bezitten ».

Deze ordonnantie en andere van dien aard betreffende de legers te lande, strekken dus om te verhinderen dat officieren zouden trouwen met dochters van een anderen maatschappelijken stand dan den hunne. Zij bleven van kracht tot het einde van den ouden regeeringsvorm. Kort vóór de Fransche omwenteling werden zij vernieuwd bij *Reglement van 1 Juli 1788*, waarbij den militairen werd verboden een huwelijk aan te gaan zonder 's Konings toelating.

Na 1789, geraakten de ordonnantiën op het huwelijk der officieren in onbruik. Zij werden uitdrukkelijk ingetrokken bij de *wet van 8 Maart 1793*. Doch onder het Keizerrijk werden zij opnieuw van kracht met enkele wijzigingen en wel bij de *wet van 16 Juni 1808*, luidende als volgt:

» Officieren van allen graad, in werkelijken dienst, mogen voortaan niet trouwen dan na daartoe de schriftelijke toelating van den Minister van Oorlog te hebben bekomen.

Degenen hunner, die een huwelijk hebben aangegaan zonder deze toelating, krijgen hun ontslag en verliezen, zoowel voor zichzelf als voor hunne weduwen en kinderen, hunne rechten op elk pensioen en elke militaire belooning. »

Dit decreet van 1808 is thans nog van kracht in Frankrijk, alsmede in Nederland en in België. Het dient tot grondslag aan de besluiten die nadien deze zaak regelden. Doch terwijl Napoleon, die niet veel hield van gehuwde officieren, vooral scheen uit te gaan van het militair belang, hebben de hem opvolgende regeeringen, zoo in Frankrijk als in Nederland en België, de machtiging tot het huwelijk doen afhangen van 't bestaan van eene bruidschat, om geene al te groote traktementen te moeten betalen.

In Frankrijk bepaalde een ministerieel besluit van 17 December 1843 dat de officieren, van om 't even welk wapen, geene toelating om te trouwen konden verwerven, indien de ten huwelijk gevraagde persoon niet een inkomen van 1200 frank als bruidschat inbracht.

Doch een omzendbrief van 1 October 1900 schafte deze voorwaarde af. Evenwel wordt de voorafgaande ministerieele machtiging, voorzien bij het keizerlijk decreet van 16 Juni 1808, nog steeds vereischt. (Bijlage IV.)

In Nederland handhaven twee besluiten van 16 Februari en van 24 Augustus 1814, insgelijks de voorafgaande machtiging en eischen daarenboven dat ten opzichte van de kapiteins en officieren van minderen rang uitdrukkelijk wordt vastgesteld, of dat men kan berekenen dat de middelen van één van beide echtgenooten, of van de twee aanstaande echtgenooten te zamen, kunnen vertegenwoordigen een jaarlijksch inkomen van zes honderd gulden, niet inbegrepen het traktement van den officier. Deze reglementaire bruidschat werd bij koninklijk besluit van 3 Maart 1853 verminderd tot

400 gulden. Dit besluit werd eindelijk ingetrokken en de verplichting om bewijs van een bruidschat te leveren werd bij besluit van 14 Februari 1872 afgeschaft. (Bijlage V.)

Doch het besluit van 1872 bepaalt dat de aanstaande echtgenoot zich moet verbinden haren echtgenoot niet te volgen in het leger en dat zij daarenboven van onberispelijk levensgedrag moet zijn.

In België beslist een koninklijk besluit van 27 Maart 1837, hetwelk nog van kracht is, dat « de officieren, met den graad van kapitein en daar beneden slechts machtiging tot huwen kunnen erlangen wanneer de aanstaande echtgenooten een jaarlijksch inkomen van zestienhonderd frank bezitten, niet inbegrepen het traktement van den officier ».

Van de drie landen waar het decreet van 1808 nog bestaat, is België dus het eenige waar de reglementaire bruidschat niet is afgeschaft.

§ 2. NOODZAKELIJKHEID VAN EENE HERVORMING.

Het verbod, opgelegd aan de officieren om te trouwen zonder machtiging van hunne oversten, heeft gevolgen die men maar al te gemakkelijk kan raden.

Onlangs werd gezegd dat een officier, wanhopende de vereischte machtiging te bekomen, en stuitende op de weigering van zijne aanstaande om het land te verlaten, zelfmoord had gepleegd.

Dergelijke feiten kunnen natuurlijk maar tot de uitzonderingen behooren. Doch wat integendeel veel voorkomt, is dat de officieren die niet vrij zijn in den echt te treden, onwettige gemeenschap aanknoopen, of, berustend in den ongehuwden staat, slechts toevallige betrekkingen hebben met de eerste de beste.

Is met de hoop om dien toestand te doen ophouden, — onnoodig aan te dringen op zijne jammerlijke gevolgen, — dat in Frankrijk evenals in Nederland de Regeering den verplichten bruidschat heeft afgeschaft.

Een eenvoudig koninklijk besluit zou volstaan om in België hetzelfde te doen; doch wij gaan verder en stellen voor, zelfs de voorafgaande machtiging te doen verdwijnen.

Tot staving van dit voorstel, waarbij de officieren worden gelijkgesteld met de andere burgers voor de vereischten tot het huwelijk, kan het ons volstaan te antwoorden op de voornaamste redenen die worden aangevoerd om het stelsel der machtiging te handhaven.

Tijdens de beraadslaging die daarover op 19 December 1907 in de Belgische Kamer werd gevoerd, drukte de heer Hellebaut, Minister van Oorlog, zich uit als volgt:

« Doorgrondt men den zin der bestaande onderrichtingen, dan bevindt men dat zij enkel beoogen de zedelijke en stoffelijke belangen des legers te vrijwaren. Zij veroorloven den lageren officier die weinig fortuin bezit, eene familie te stichten, zonder hem bloot te stellen aan een toestand die de ellende nabijkomt of ten minste uiterst netelig is.

» Vaak is er gezegd dat zekere regelen niet moesten opgelegd worden om

de officieren te laten huwen en er is eene vergelijking gemaakt tusschen hunnen toestand en dien van de burgerlijke ambtenaren. Maar, Mijne Heeren, er bestaat een hoofdzakelijk verschil : de officier kan niet leven zooals hij goedvindt; hij is gedwongen zekeren stand te houden. Zijn levensregel is verbonden aan dien van zijne kameraden. Voorzeker moeten de ambtenaren fatsoenlijk leven, doch zij mogen het doen naar welgevallen zonder verplichting jegens hunne collegas. De officier is verplicht tot sommige uitgaven uithoofde van de eischen van zijn stand zelven, wanneer hem eene zending wordt opgedragen, in 't kamp of bij legeroefeningen, aldus verplicht zijnde zijn huis te verlaten, draagt hij als 't ware menigmaal dubbele lasten van huishouden. Derhalve moet hij noodzakelijk meer inkomsten hebben dan die van ambtenaarsgezinnen. »

Kortom, de voornaamste en om zoo te zeggen de eenige reden die men inroept om de bestaande verordeningen te billijken, is dat de officieren, zeer slecht betaald zijnde, in een nagenoeg ellendigen toestand zouden verkeerden, indien zij niet ongehuwd bleven of niet in den echt treden met vrouwen die eenig fortuin bezitten.

Dat de officieren, en inzonderheid de ondergeschikte, zeer slecht worden betaald, betwisten wij geenszins.

Ziehier eenige cijfers, volgens de *Belgique Militaire* :

Kapiteins-commandanten

bereden	3,200 frank.
te voet	4,600 —

Kapiteins der reserve

bereden	4,500 —
te voet	3,700 —

Luitenanten

bereden	3,500 —
te voet	2,900 —

Onderluitenanten

bereden	2,700 —
te voet	2,500 —

Stellig kunnen de onderluitenanten, de luitenanten en zelfs de kapiteins met dergelijke jaarwedde niet op grooten voet leven.

Doch zoo hun tractement ontoereikend is, dan is dit wellicht eene reden opdat degenen die stemmen voor de begrooting van oorlog, een hooger tarief voor de jaarwedden zouden aannemen; maar toch is het geene reden om de officieren te beletten naar goedvinden in den echt te treden en ze te dwingen jacht te maken op eenen bruidschat.

Worden overigens de officieren karig betaald, zij zijn de eenigen niet.

Hoeveel bedienden en kleine ambtenaren, zonder te spreken van de protestantsche geestelijken, die eveneens een huwelijk aangaan, zijn er niet,

die niet meer winnen dan luitenanten of onderluitenanten? Hoeveel magistraten die weinig meer trekken dan de kapiteins?

Een bereden kapitein-commandant, bij voorbeeld, trekt 8,200 frank. De rechter in eene rechtbank van 1^{re} aanleg trekt er slechts 5,000.

Wat zou deze laatste zeggen, indien de Regeering, steunende op hare karigheid, hem wilde beletten een huwelijk aan te gaan naar zijn goeddunken en hem dwingen enkel te trouwen met een meisje dat zekeren maatschappelijken rang bekleedt en ten minste vijftig duizend frank bruidschat bezit?

Weliswaar is het juist deze gelijkstelling van de officieren met de burgerlijke ambtenaren waarmede de militaire overheden zich niet willen vereenigen.

De officieren, zegt men, kunnen niet leven naar goeddunken. Zij moeten zekeren rang houden. Daarenboven zijn zij genoodzaakt tot onkosten, ten gevolge van hun ambt zelf, wanneer hun eene zending wordt opgedragen, wanneer zij in het kamp of bij legeroefeningen zijn : zij hebben als 't ware menigmaal dubbele kosten van huishouden.

Dat alles is volkomen waar, doch hetzelfde kan gezegd worden van andere personen die zekeren rang moeten voeren en insgelijks tegenover dubbele lasten staan, bij voorbeeld de volksvertegenwoordigers, die eenigen tijd te Brussel moeten doorbrengen terwijl hun gezin in de provincie verblijft. Welnu, de Grondwet geeft hun nog minder dan aan de officieren en niemand denkt er nochtans aan hun recht tot trouwen ondergeschikt te maken aan de toelating van wie het ook zij.

Wij willen, ten andere, geenszins betwisten dat een jong officier, met 2,500 of 3,500 frank tractement en de lasten voortspruitende uit zijn ambt zelf, zich niet bevindt in een neteligen toestand en niet tweemaal moet nadenken om onder zulke omstandigheden in den echt te treden.

Doch volgens mij behoort hij alleen daarover te oordeelen.

In den grond is het vraagstuk van het huwelijk der officieren te weten of de mensch, bij het leger zooals in de burgerlijke magistratuur, voor alles wat zijn privaat leven betreft, vrij en aansprakelijk moet zijn voor zijne daden — dat is het gemeene recht — of zoo hij integendeel — zooals de bestaande wet eischt — zich moet verlaten op zijne oversten, hunne min of meer welwillende voogdij aannemen, hun het overdreven recht toekennen om te beslissen of hij al dan niet mag trouwen met de door hem uitverkoren vrouw?

Op deze vraag werd reeds geantwoord door de Revolutie, in den zin der vrijheid. Napoleon en de hem opvolgende regeerders voerden het vroegere stelsel in. Wij vragen dat men terugkeere tot het stelsel van den tijd der Revolutie.

Bij gevolg stellen wij voor, het keizerlijk decreet van 16 Juni 1808, waarop zijn gesteund de koninklijke besluiten betreffende het huwelijk der officieren, in te trekken.

Reeds nu machtigt de wet van 16 Augustus 1887 de militairen en plaatsvervangers na hun vierde dienstjaar of met onbepaald verlof ontslagen, in

den echt te treden. De intrekking van het decreet van 1808 geeft hetzelfde recht aan de officieren en onderofficieren. Toch stellen wij voor, het te vervangen door eene aan de Nederlandsche wetgeving ontleende bepaling, welke eischt dat de aanstaande echtgenoot zich *schriftelijk* verbindt haren man niet te volgen op krijgstochten of marschen en niet te verschijnen in kampementen of kantonnementen of in het leger te velde.

Artikel 7 van 't besluit van den Souvereinen Vorst van 30 Januari 1815, houdende regeling van de politie, de tucht en den dienst der maréchaussée, onderwerpt de officieren der gendarmerie aan dezelfde reglementen als de andere officieren des legers. Daarenboven bepaalt het dat « ingeval zij een huwelijk willen aangaan, de onderofficieren der maréchaussée niet mogen trouwen zonder de toestemming van hunnen kapitein en korpscommandant. Daarenboven mogen er niet meer dan twee of drie getrouwde manschappen zijn in elke compagnie. »

Al de redenen die wij inbrachten tegen het stelsel van machtiging tot het huwelijk der officieren gelden, natuurlijk, voor de officieren der gendarmerie. Ten aanzien van de onderofficieren en gendarmen stellen wij voor, de willekeurige hinderpalen weg te nemen die men opwerpt tegen hun recht om naar goedvinden in den echt te treden.

E. VANDERVELDE.

PROPOSITION DE LOI**relative au mariage des officiers.****ARTICLE 1.**

Le décret du 16 juin 1808, concernant le mariage des militaires en activité de service est remplacé par la disposition suivante :

« Les officiers et sous-officiers en activité de service ne peuvent se marier qu'après en avoir informé par écrit le ministre de la guerre et après que la future aura pris l'engagement, par écrit, de ne pas suivre son époux dans les expéditions ou marches militaires, et de ne jamais se montrer dans les campements, ou les cantonnements, ou dans l'armée, quand celle-ci est en campagne ».

ART. 2.

L'article 7 de l'arrêté du prince-souverain du 30 janvier 1815, portant règlement sur la police, la discipline et le service de la maréchaussée, est remplacé par la disposition suivante :

« Les officiers sont soumis aux mêmes règlements que les autres officiers de l'armée. »

WETSVOORSTEL**betreffende het huwelijk der officieren.****ARTIKEL 1.**

Het decreet van 16 Juni 1808 betreffende het huwelijk der militairen in werkelijken dienst wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De officieren en onderofficieren in werkelijken dienst mogen geen huwelijk aangaan dan na daarvan schriftelijk kennis te hebben gegeven aan den Minister van Oorlog en nadat de aanstaande echtgenoot zich schriftelijk heeft verbonden hare echtgenoot niet bij militaire expeditiën of marschen te zullen volgen en nimmer in de kampementen en de cantonnementen of bij het leger, wanneer het te velde is, te zullen verschijnen. »

ART. 2.

Artikel 7 des besluits van den Souvereinen Vorst van 30 Februari 1815, houdende regeling van de politie, van de tucht en van den dienst der Marechaussee, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De officieren zijn onderworpen aan dezelfde verordeningen als de andere officieren van het leger. »

E. VANDERVELDE,

L. JOUREZ,

Albert ASOU,

Ant. DELPORTE,

P. DAENS.

L. BERTRAND.

BIJLAGE I.

Arrest van den Raad van State betreffende de bij de huwelijken in acht te nemen formaliteiten, in dato van den 13^{en} December 1681.

Extract uit de registers van 's Konings Raad van State.

Op het advies gegeven aan den Koning, zijnde in zijn Raad, dat, alhoewel volgens de regelen der Kerk, de huwelijken niet geldig mogen worden voltrokken tenzij in de tegenwoordigheid van den eigen pastoor der parochie van eene der contracteerende partijen, en zonder de toestemming van de vaders en moeders wanneer partijen niet hebben bereikt den leeftijd vereischt door de wetten des Rijks; dat, niettemin, op de grenzen daarvan en vooral in de landen staande onder de heerschappij van Zijne Majesteit, die een vreemd bisschoppelijk gebied uitmaken, er door de priesters en pastoors van genoemde bisdommen huwelijken worden gesloten tusschen lieden van ongelijken stand, zelfs tusschen soldaten en dochters van goeden huize, niet alleen zonder de toestemming van vaders en moeders, maar zelfs zonder de regelen, door de Kerk voorgeschreven, in acht te nemen; dat aldus de echtgenooten levende onder een sacrament dat er slechts den schijn van heeft, genoemde huwelijken nietig zijnde, daardoor velerlei stoornis in de familiën wordt verwekt; en Zijne Majesteit, deze willende doen ophouden door zijn gezag en aan zijne volkeren eene volkomen rust willende verzekeren, heeft zijne Majesteit, in zijn Raad, verboden zooals Zij bij dezen verbiedt aan alle pastoors en priesters wonende in de gewesten die onder Zijne heerschappij staan, zelfs aan hen die eene parochie bedienen welke in vreemde bisdommen is gelegen, over te gaan tot de voltrekking van eenig huwelijk, hetzij tusschen officieren en soldaten van zijne troepen of andere, van welken rang en van welken stand ook, en dochters of vrouwen hebbende een domicilie, tenzij met inachtneming van hetgeen is voorgeschreven door de regelen der Kerk en de Rijksordonnantien, op straffe van te worden veroordeeld als bevorderaars van en medeplichtigen aan de misdaad van schaking, krachtens de ordonnantiën. Zoo verbiedt Zijne Majesteit aan al Zijne onderdanen een huwelijk aan te gaan buiten de gewesten die onder zijne heerschappij staan, indien ze daar niet hebben verbleven gedurende den tijd vereischt om er parochianen te worden geacht, op straffe, tegen de overtreders, van boete naar welgevallen opgelegd.

Gedaan in 's Konings Raad van State, Zijne Majesteit tegenwoordig zijnde, ter vergadering te Saint-Germain-en-Laye, gehouden den 13^{en} December 1681. (ond.) Le Tellier.

BIJLAGE II.

Reglement door Lodewijk XIV genomen den 1^{sten} Februari 1685.

Alle officieren van het voetvolk, van de ruitery of de dragonders, behorende tot de garnizoenplaatsen, die, zonder de toestemming van den

Inspecteur-Generaal binnen wiens departement ze zich bevinden, een huwelijk aangaan in de plaats waar zij garnizoen houden, of in een omtrek van tien uren in het ronde, worden uit hunnen graad ontzet.

Zijne Majesteit verbiedt aan alle priesters en pastoors behoorende tot het gebied van zijne garnizoensplaatsen, gezegde officieren te trouwen zonder de toestemming van genoemden inspecteur, behoorlijk onderteevend, eveneens op straffe van te worden veroordeeld als bevorderaars van en medeplichtigen aan de misdaad van schaking, krachtens de ordonnantiën.

BIJLAGE III.

Ordonnantie des Konings, in dato van den 13^{en} September 1713, verbiedende aan alle rectors, pastoors, aalmoezeniers en priesters de officieren van de Zeemacht te trouwen zonder 's Konings toestemming, op straffe van te worden veroordeeld als bevorderaars van en medeplichtigen aan de misdaad van schaking.

Zijne Majesteit heeft, bij zijne ordonnantie van 15 April 1689, verbod gedaan aan de officieren dienende bij de zeemacht een huwelijk aan te gaan zonder zijne toelating, op straffe van te worden ontzet uit hunnen graad. Doch hebbende vernomen dat, door het gemak dat de bedoelde officieren vinden bij de rectors, pastoors, aalmoezeniers en priesters van de havens en plaatsen die in de nabijheid van hunne departementen zijn gelegen, zij gezegde ordonnantie overtreden door huwelijken aan te gaan, weinig voegzaam voor hunnen stand, met meisjes van lage afkomst die volstrekt geen goed bezitten: Zijne Majesteit, het noodzakelijk achtende daarin te voorzien, heeft bevolen en beveelt bij deze dat gezegde ordonnantie van 15 April 1689 zal worden uitgevoerd naar haar vorm en inhoud: Zijne Majesteit ontzegt en verbiedt zeer uitdrukkelijk aan alle rectors, pastoors, aalmoezeniers en priesters genoemde officieren van de zeemacht te trouwen zonder de toelating van Zijne Majesteit, op straffe van te worden veroordeeld als bevorderaars van en medeplichtigen aan de misdaad van schaking, overeenkomstig de ordonnantiën van Zijne Majesteit en het arrest van den Raad in dato van den 13^{en} December 1681.

Zoo doet Zijne Majesteit weten en zij beveelt aan den heer graaf de Toulouse, admiraal van Frankrijk, aan de onder-vlootvoogden, luitenant-generaals van zijne zeemachten, intendenten, schouten-bij-nacht, scheepskapiteins en aan alle officieren en onderdanen die het aanbelangt, te zorgen, elk voor zich, voor de nauwkeurige inachtneming en uitvoering van deze ordonnantie, willende dat zij worde afgelezen, bekendgemaakt en uitgeplakt overal waar het nodig mocht zijn, opdat niemand er onwetende van zij. Gedaan te Fontainebleau, den 13^{en} September 1713. (ond.) Lodewijk. En lager: Phelypeaux.

BIJLAGE IV.

Parijs, 31 Januari 1908.

*Den heere Vandervelde,
Brussel (België).*

MIJNHEER DE AFGEVAARDIGDE.

« Hierbij ontvangt gij de door u verlangde inlichtingen omtrent de machtiging voor de huwelijken der officieren.

« Ontvang, Mijnheer, de betuiging mijner hoogachting.

« J. PICQUART.

Keizerlijk decreet van 16 Juni 1808 betreffende het huwelijk der militairen in werkelijken dienst (1).

ARTIKEL 1.

Officieren van allen graad, in werkelijken dienst, mogen voortaan niet trouwen dan na daartoe de schriftelijke toelating van den Minister van Oorlog (2) te hebben bekomen.

Degenen hunner, die een huwelijk hebben aangegaan zonder deze toelating, krijgen hun ontslag en verliezen, zoowel voor zichzelf als voor hunne weduwen en kinderen, hunne rechten op elk pensioen en elke militaire belooning. »

In 't vervolg werd een koninklijk besluit genomen, bepalende dat de officieren van alle wapens de toelating tot het aangaan van een huwelijk niet konden bekomen, indien de ten huwelijk aangevraagde persoon niet een levenslang inkomen van 1,200 frank inbracht.

Doch deze bepaling werd bij omzendbrief van 1^{en} October 1900 afgeschaft. Echter wordt de voorafgaande ministerieele machtiging, bij het keizerlijk decreet van 16 Juni 1808 voorzien, nog altijd *vereischt*.

BIJLAGE V.

Wij Willem III, bij de Gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz., enz., enz.

« Willende de bepalingen op de huwelijken der officieren van het leger herzien en in overeenstemming brengen met het voorschrift op de huwelijken van officieren van de landmacht in Nederlandsch-Indië en van die in West-Indië, vastgesteld bij Ons besluit van den 28 Juli 1871, N^o 28;

» Gezien Ons besluit van den 2 Maart 1853, N^o 63;

» Op de voordracht van Onzen Minister van Marine, Minister van Oorlog ad interim, van den 19 der vorige maand, N^o 46, en van den 20 daaraanvolgende, kabinet La. S.;

(1) Dit decreet heeft nog kracht van wet (advies van den Raad van State, in dato van den 29 April 1856).

(2) Of, bij opdracht zijner bevoegdheden, van de generaals, gouverneurs of bevelhebbers van legerkorpsen (Omzendbrief van 18 Juli 1887).

» Hebben goedgevonden en verstaan :

» Ons voorschreven besluit van den 2ⁿ Maart 1853, n^o 65, benevens onze besluiten, van den 11ⁿ Juli 1856, n^o 94, en den 27ⁿ Februari 1863, n^o 7, tot wijziging en uitbreiding van dat besluit mits deze in te trekken en te vervangen door de navolgende bepalingen :

» ART. 1. Een officier of militair persoon, wiens betrekking uit hoofde van den aard zijner dienst bij de militaire administratie en bij de geneeskundige dienst aan den officiersrang is gelijkgesteld, mag, gedurende den tijd dat hij in werkelijke dienst of op non-activiteit is, geen huwelijk aangaan, zonder daartoe vergunning te hebben verkregen van ons of van onzentwege.

» ART. 2. Deze vergunning wordt niet verleend, dan onder de volgende voorwaarden :

» a) dat de aanstaande echtgenoot zich schriftelijk verbindt, haar echtgenoot niet bij militaire expeditiën of marschen te zullen volgen en nimmer in de kampementen en de kantonnementen of bij het leger, wanneer het te velde is, te zullen verschijnen ;

b. dat het uit inlichtingen, door den betrokken chef van den officier op vertrouwelijke wijze in te winnen, voldoende blijke, dat het gedrag van de aanstaande echtgenoot onberispelijk is ; en

c. dat de officier schriftelijk verklare, onmiddellijk na de voltrekking van zijn huwelijk, deelgenoot te zullen worden van de weduwen en weezenkas voor de officieren van de landmagt, ingesteld bij het besluit van den Souvereinen Vorst van den 14 Januari 1815, N^o 29, en zulks overeenkomstig de bepalingen vervat in het koninklijk besluit van den 11 November 1842, N^o 52, en Ons besluit van den 11^{den} Maart 1851, N^o 90, of later daaromtrent vast te stellen.

» De hier sub c) omschreven voorwaarde is echter niet toepasselijk ten aanzien van officieren op non-activiteit, die met betrekking tot den toestand hunner gezondheid, geen certificaat kunnen overleggen, als bedoeld wordt bij punt 4 van ons besluit van den 11ⁿ Maart 1851, n^o 90.

» ART. 3. De aanvraag om toestemming tot het aangaan van een huwelijk moet, door tusschenkomst van den betrokken chef van den officier, worden ingezonden aan Onzen Minister van Oorlog, die gemachtigd is die aanvraag in te willigen, wanneer daarbij voldaan is aan de voorwaarden in art. 2 omschreven en wanneer daartegen overigens geene bedenkingen bestaan.

» ART. 4. De kapitalen, vaste goederen en hypotheeken, naar aanleiding van Ons besluit van den 2ⁿ Maart 1853, n^o 65, ten behoeve van het Departement van Oorlog verbonden, kunnen, op het daartoe door belanghebbenden aan Onzen Minister van Oorlog gedaan verzoek, van het verband worden ontheven.

» Onze Minister van Oorlog is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan ter kennisneming afschrift zal worden gezonden aan onze Ministers van Justitie, van Koloniën en van Financiën, tot informatie.

» 's Gravenhage, den 14 Februari 1872.

» (get. : WILLEM,

» De Minister van Oorlog,

» (get.) F. A. T. DELPRAT. »